

**Déclaration de la délégation algérienne à la réunion des Hautes  
parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC)**

**Genève, le 21 novembre 2018**

---

**Monsieur le Président,**

Je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de notre réunion et vous assurer du soutien de ma délégation dans vos efforts en vue de couronner de succès ses travaux.

Ma délégation souscrit à la déclaration prononcée par la délégation du Venezuela au nom des Etats membres du groupe des non-alignés.

**Monsieur le Président,**

L'Algérie, qui s'attèle à remplir ses obligations et à respecter ses engagements dans le cadre de la CCAC et des Protocoles auxquels elle est partie, y compris par la présentation régulière de son rapport, forme le vœu que ce cadre juridique puisse consolider davantage les principes humanitaires plaçant l'être humain au-dessus de toute autre considération.

Elle demeure en cela fidèle à son attachement historique bien connu au Droit international humanitaire et à son développement.

**Monsieur le Président,**

La particularité de la CCAC réside dans sa quête d'équilibrer les préoccupations humanitaires avec l'utilité militaire légitime. Mon pays est persuadé que le monde sera plus en sécurité lorsque les considérations humanitaires prendront le dessus.

Le triomphe de la raison, de l'esprit humanitaire et du vivre ensemble en paix, favorisera l'orientation des ressources consacrées à la mise au point d'armes classiques sophistiquées et meurtrières vers le développement socioéconomique et l'édification de la paix et de la sécurité internationales.

**Monsieur le Président**

Mon pays se félicite des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, sous la brillante conduite de l'Ambassadeur Amandeep Singh Gill.

L'Algérie appuie la poursuite des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, en espérant le voir avancer en 2019 dans l'élaboration de recommandations concrètes.

**Monsieur le Président**

L'Algérie prend note du document que vous avez présenté sur les questions financières et administratives liées à la Convention et aux Protocoles qui y sont annexés et vous félicite vivement pour le travail remarquable que vous avez accompli dans ce cadre.

Mon pays, qui honore régulièrement ses contributions financières au titre de la CCAC et de tous les instruments auxquels il est partie, estime que la situation financière et administrative critique dans laquelle se trouve la Convention mérite d'être définitivement résolue.

Au-delà des aspects liés aux ressources financières et humaines, qui sont certes d'une importance capitale pour l'avancement de la mise en œuvre de la CCAC, le prolongement de la situation actuelle, marquée par le manque de moyens d'action, induit également un coût exorbitant en termes de temps pour les Etats parties qui gagneraient à se focaliser davantage sur les questions de substance.

**Je vous remercie**